Contrat de ville unique et global de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine 2015-2020

Protocole de préfiguration

du projet de renouvellement urbain du quartier des Résidences Le Mont

Communauté de l'Agglomération Belfortaine

ANRU Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

Agence nationale de l'habitat Anah

VILLE DE BELFORT

GROUPE Caisse des Dépôts

Territoire de Belfort Le Département

Sommaire

Signataires 5

Préambule 9

Article 1. Quartiers d'intervention 13

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole 13

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'ANRU dans le cadre du protocole 22

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole 23

Article 5. Opération(s) faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage 26

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet : une démarche intégrée participative 26

Article 7. Articulation avec la convention relative à l'article 8 de la loi du 21 février 2014 27

Article 8. Pilotage et conduite de projet 28

Article 9. Opérations financées au titre du programme de travail 30

Article 10. (A titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration 33

Article 11. Durée du protocole 33

Article 12. Conditions de finalisation de la convention pluriannuelle - points de rendez-vous avec l'ANRU 34

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration 34

Annexes 39

Signataires

À Belfort, le 21 avril 2016

LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT,
DÉLÉGUÉ TERRITORIAL ANRU,
DÉLÉGUÉ LOCAL ANAH
Pascal JOLY

LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE L'AGGLOMÉRATION BELFORTAINE
MAIRE DE BELFORT
Damien MESLOT

LE VICE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE L'AGGLOMÉRATION BELFORTAINE
Ian BOUCARD

LE DIRECTEUR RÉGIONAL ADJOINT DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Roland MASSUDA

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU TERRITOIRE DE BELFORT
Florian BOUQUET

Préambule

Le Contrat de Ville Unique et Global de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, présenté et validé par le Comité de Pilotage du 2 février 2015 et signé le 11 mai 2015, est la résultante d'une démarche participative, partenariale et concertée qui a permis de déboucher sur la formalisation d'un projet global articulant les trois piliers du Contrat : la cohésion sociale, le développement économique et l'emploi, le cadre de vie et le renouvellement urbain.

Les réflexions produites par les différents partenaires institutionnels et associatifs impliqués et mobilisés ont permis, sur la base d'un diagnostic partagé, de dégager les enjeux suivants :

Pilier cohésion sociale	Pilier Développement économique et emploi	Pilier cadre de vie et renouvellement urbain
Réduire les inégalités scolaires et éducatives par des actions de prévention s'appuyant sur la réussite éducative et le soutien à la fonction parentale	Renforcer la proximité des interventions et des acteurs	Diversifier et qualifier l'offre urbaine : aménagements et équipements
Préserver la sécurité des biens et des personnes et le cadre de vie à travers des actions adaptées à la situation de chaque QPV	Ouvrir les QPV sur la Ville et sur l'Agglomération	Diversifier l'offre d'habitat – renforcer la mixité : habitat et peuplement
Valoriser les potentiels individuels et collectifs des habitants des QPV par la culture, le sport et les loisirs	Mieux articuler la chaîne des acteurs spécialisés	Améliorer la qualité de vie quotidienne
Réduire les inégalités sociales et de santé par des actions de prévention favorisant l'accès aux droits, aux aides et à la santé et le recul des situations de non-recours		

Le volet urbain du Contrat de Ville unique et global vise à poursuivre les opérations de renouvellement urbain engagées dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine de l'Agglomération Belfortaine. Dans le cadre de ce programme, le quartier des Résidences a fait l'objet d'importantes opérations d'investissement pour remédier aux dysfonctionnements urbains et aux difficultés sociales constatées.

Ces opérations s'inscrivent dans le temps long du renouvellement urbain et dans un projet urbain global, sur une durée de 30 ans, à l'échelle géographique de l'ensemble du quartier des Résidences. Ce quartier est à la fois bénéficiaire de solidarités territoriales indispensables pour construire de nouvelles réponses à ses difficultés socio-urbaines, et une ressource pour un développement métropolitain affirmé, par sa taille, son positionnement et ses atouts.

La nouvelle étape ouverte dans le cadre du Contrat de ville 2015-2020 par ce protocole de préfiguration vise à cibler plus particulièrement les opérations sur le secteur Dorey, qui concentre singulièrement ces difficultés, mais offre aussi des opportunités de développement avec la présence d'équipements structurants.

Cette priorité donnée au secteur Dorey, tout en poursuivant les efforts du premier programme de rénovation urbaine sur le secteur Bellevue dans les domaines économiques, scolaires et associatifs avec une attention particulière aux copropriétés, permettra, d'ici 2030 et la poursuite du projet dans le secteur Schuman, d'aboutir à la concrétisation d'un projet urbain pleinement intégré pour un quartier des Résidences tourné vers l'avenir.

Article 1. Quartiers d'intervention

Le Contrat de Ville Unique et Global destiné à assurer l'égalité des territoires et la cohésion sociale doit bénéficier aux quartiers les plus pauvres. La nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville a été définie par l'Etat sur la base du revenu fiscal médian des habitants et la densité des quartiers. Localement, ces quartiers connaissent des revenus compris entre 7600 € et 11 200 €, le revenu médian intercommunal étant de 11 400 €.

Cinq quartiers de l'Agglomération, dont quatre situés à Belfort, sont concernés par ce Contrat de ville 2015-2020 :

- Résidences Le Mont à Belfort, avec une partie située sur la commune de Bavilliers ;
- Les Glacis du Château à Belfort ;
- Dardel La Méchelle à Belfort ;
- Bougenel-Mulhouse à Belfort ;
- Arsot Ganghoffer à Offemont, avec une partie située sur la commune de Valdoie.

S'agissant du volet urbain, incarné au sein du protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'intérêt local, seul le Q.P.V. Résidences Le Mont est concerné (annexe 1). Le territoire d'intervention du présent protocole est ciblé plus spécifiquement sur le secteur des Résidences, n'incluant donc pas la partie Le Mont, situé au nord de l'avenue du Général Leclerc.

Par ailleurs, le volet « cadre de vie et renouvellement urbain » du C.V.U.G a mis en exergue la nécessité de poursuivre les interventions urbaines sur les Q.P.V. :

- Les Glacis du Château,
- Arsot Ganghoffer.

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole

Préambule : Les orientations des politiques de l'agglomération belfortaine

Avec 97 042 habitants au 1er janvier 2013, la Communauté de l'Agglomération Belfortaine concentre les deux tiers de la population départementale et connaît un dynamisme démographique relativement faible (+0,25 % par an entre 2006 et 2011). Belfort a perdu plus de 700 habitants entre 2006 et 2011 mais parvient à se maintenir au dessus de la barre des 50 000 habitants (50 128 habitants en 2011).

La stratégie de renouvellement urbain et social du quartier des Résidences doit permettre d'assurer la pleine intégration de ce quartier dans l'Agglomération. Cette stratégie est partie intégrante des politiques de l'Agglomération.

Ainsi, le projet de renouvellement du quartier des Résidences s'intègre dans une même vision stratégique des politiques de développement et d'aménagement de l'Agglomération incarnées par :

- Le processus de métropolisation en cours de constitution du Nord Franche-Comté. Ce nouveau pôle métropolitain dans sa dimension aire urbaine devrait, dans un premier temps, comprendre la Communauté de l'Agglomération Belfortaine (33 communes, 96 000 habitants), Pays de Montbéliard Agglomération (29 communes, 117 000 habitants), ainsi que huit autres communautés de communes. Mais dès sa constitution, le pôle s'inscrit dans une coopération plus large avec le sud de l'Alsace et plus particulièrement Mulhouse Alsace Agglomération.

L'objectif est ainsi de rassembler et de mettre en commun nos stratégies de développement industriel, universitaire, culturel, sportif et leurs moyens associés pour créer un pôle métropolitain qui pèse sur le territoire français entre les agglomérations de Strasbourg, Dijon et Lyon et dans une dimension tri-nationale avec la Suisse et l'Allemagne.

- Le Projet de Territoire, via le Projet d'Agglomération 2020. Celui-ci s'est fixé trois défis à relever :

- Donner corps à l'ambition métropolitaine à partir de l'Aire urbaine et de son potentiel économique, afin notamment de développer la formation et l'emploi, ainsi que de soutenir l'activité commerciale des communes et des quartiers,
- Renforcer la solidarité et la qualité de vie au sein de l'Agglomération, notamment par la poursuite du projet de renouvellement urbain, l'amélioration de la mobilité, de l'accès aux loisirs, aux équipements de santé,
- Se donner les moyens de ses ambitions, et notamment de renforcer les échanges entre collectivité et population

2.1 Orientations stratégiques du contrat de ville

Le volet cadre de vie et renouvellement urbain du Contrat de ville précise à la fois les orientations stratégiques communes aux QPV et celles spécifiques au quartier des Résidences Le Mont.

a) Les enjeux et les orientations stratégiques du pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » communs aux cinq QPV

Le pilier cadre de vie et renouvellement urbain a fixé des enjeux et des orientations stratégiques communs aux 5 QPV de l'agglomération belfortaine.

L'enjeu principal est de renforcer l'attractivité et la mixité sociale, et d'améliorer la qualité du cadre de vie des habitants des quartiers prioritaires.

Articulées aux politiques métropolitaines, les orientations stratégiques se déclinent autour de trois objectifs principaux.

Diversifier et qualifier l'offre urbaine : aménagements et équipements

Le CVUG précise clairement les objectifs stratégiques des QPV :

- **Poursuivre l'intégration urbaine des quartiers et leur ouverture sur le reste de la ville et de l'agglomération par :**
  - le rayonnement des équipements présents ou en facilitant l'accès aux équipements et services environnants,
  - le renforcement des continuités urbaines entre les quartiers et le centre ville

- **Conforter l'attractivité des territoires par la création de polarités constituées autour des équipements et des espaces publics valorisés, améliorant ainsi le cadre de vie,**

- **Renforcer la mixité fonctionnelle et favoriser le développement économique en :**

  - veillant à maintenir, voir à renforcer une offre de commerces et services adaptée et de qualité,
  - développant une politique de promotion de l'entreprenariat ancrée dans les QPV et articulée autour de :
    - l'aide à l'émergence de projets,
    - l'accompagnement à la création d'entreprises,
    - le développement d'une offre de locaux adaptés aux jeunes entreprises,
    - l'appui à l'accès au financement.

Diversifier l'offre d'habitat – renforcer la mixité : habitat et peuplement

Les enjeux en termes d'habitat et d'équilibre de peuplement des Q.P.V s'intègrent clairement dans le programme local de l'habitat 2016-2021, approuvé lors du Conseil communautaire en date du 3 décembre 2015. Ils se déclinent en objectifs stratégique suivants :

- **Favoriser la mixité résidentielle et les parcours résidentiels au sein des QPV et à l'échelle de l'agglomération,**

- **Incarner la stratégie habitat de la CAB, au regard :**

  - Du renouvellement de l'offre en logements :
    - La diffusion du logement social au sein de l'agglomération hors ville-centre qui concentre 77% des logements sociaux de l'agglomération,
    - Le maintien d'un parc de logement social de qualité et renouvelé, notamment par les démolitions et les réhabilitations lourdes,
    - L'introduction d'une diversité des statuts et des formes d'habitat,
    - L'adaptation de la stratégie de reconstitution de l'offre sociale à la réalité de la situation belfortaine : surreprésentation du logement social, marché détendu, taux de vacance significatif dans certains secteurs des QPV. Ces constats amènent depuis 2010 à articuler le niveau de reconstitution de l'offre avec la réalité du taux d'occupation du logement social et donc de sortir de la règle d'une reconstruction pour une démolition.

  - De la politique de peuplement : corriger les déséquilibres socio-économiques au sein du parc social dans le cadre de la convention d'équilibre territorial en cours d'élaboration et en poursuivant les habitudes de travail partenarial issues de la commission relogement,

- Du traitement des copropriétés fragiles et en difficulté : maintenir un parc privé de qualité au sein d'un quartier majoritairement social et positionner clairement ce parc comme un segment du parcours résidentiel.

Améliorer la qualité de vie quotidienne : cadre de vie

Cet objectif a deux enjeux principaux :

- Positionner les habitants et usagers du quartier au cœur de l'amélioration et de la transformation de leur cadre de vie. (volet développé à l'article 6),
- Renforcer la cohérence et la coordination des interventions de proximité.

Il s'agit de concevoir une gestion urbaine et sociale de proximité selon un « projet partenarial de gestion intégré » prenant en compte :

- Le bilan de la convention GUP 2006-2013 qui a fait l'objet d'une évaluation positive dans le cadre du bilan des engagements du PLRU 1,
- La relation entre les institutions en charge de la GUP et les usagers des services urbains et sociaux et l'implication de ces derniers dans la régulation et dans la co-production des services. Cette prise en compte des habitants s'inscrit pleinement en cohérence avec les objectifs de la Politique de la Ville et la création des Conseils Citoyens, prévue dans le courant du 1er semestre 2016.
- L'articulation et la coordination renforcée, selon une approche globale, transversale et décloisonnée des services tant internes aux organisations qu'entre les différentes institutions publiques et privées impliquées,
- Une adaptation des pratiques de GUSP et des organisations à la réalité et aux spécificités des territoires et de la nécessité de territorialiser les interventions. Ainsi, la Ville de Belfort a engagé, fin 2014, la réorganisation de son service dédié à la Politique de la Ville, structuré à partir de trois agents de développement social intervenant dans trois secteurs couvrant l'ensemble de la commune de Belfort, et incluant les quatre quartiers prioritaires. Par ailleurs, cette GUSP s'appuiera sur la nouvelle régie des quartiers de Belfort qui permettra de couvrir à terme l'ensemble des quartiers prioritaires. La Ville d'Offemont a pour sa part engagé une réflexion de même nature pour renforcer la démarche de GUSP sur le quartier Arsot Ganghoffer.

b) Le projet de renouvellement urbain et social du quartier des Résidences Le Mont

Présentation du quartier des Résidences

Construit entre 1958 et 1973, le quartier des Résidences est situé au Sud-Ouest de la Commune.

Il est structuré en deux secteurs, physiquement séparés par un boulevard de contournement (le boulevard Kennedy) : le secteur des Résidences Bellevue et le secteur des Résidences La Douce. Ce dernier est lui-même organisé en deux îlots : l'îlot Schuman et l'îlot Dorey (cf. annexe 2d).

- Le secteur des **Résidences Bellevue** (4 083 habitants) présente une réelle mixité

fonctionnelle, tant en termes d'habitat (individuel/collectif – public/privé) que sociale.

La présence de nombreux équipements publics et commerciaux couplée avec les importantes interventions de requalification urbaine réalisées dans le cadre du PRU 1 a contribué à banaliser ce secteur et à améliorer les conditions de vie de ses habitants.

- Le secteur des **Résidences La Douce** (4 265 habitants), situé à proximité de la Zone de Loisirs, est un site à fort potentiel avec la présence d'équipements à rayonnement communautaire voire départemental. Néanmoins ce quartier présente les difficultés socio-économiques les plus importantes des cinq QPV. Il concentre un parc très important et dense d'habitat social, appartenant à l'unique bailleur social présent sur le quartier : Territoire habitat. En incluant les copropriétés, il s'agit d'un patrimoine constitué aujourd'hui de 12 tours de 15 étages, et de barres de taille différentes, construites entre 1968 et 1975.

Ce quartier est lui-même composé de 2 îlots :

- L'îlot Schuman situé au nord et au centre du secteur comportant 4 tours (240 logements), dont 2 tours de logements privés, et 12 bâtiments bas dédiés au parc public (595 logements).
- L'îlot Dorey, au sud du secteur, composé de 7 tours de 15 étages, comportant chacune 75 logements, appartenant à Territoire habitat et une tour comportant 90 logements en copropriété.

La vocation à moyen terme du quartier des Résidences

Les enjeux identifiés visent tout à la fois à agir de façon globale pour renforcer la diversité et la mixité des fonctions urbaines, l'ouverture du quartier sur son environnement et ainsi son attractivité.

Il s'agit également, par des réponses ciblées, de proposer un ensemble de services offrant la possibilité d'inscrire les habitants dans des parcours de vie ascendants et dans des démarches d'inclusion sociale, de soutenir et d'accompagner leur autonomie.

Si le quartier était une ville, avec plus de 8 000 habitants, **le quartier des Résidences serait la deuxième ville du Département du Territoire de Belfort.** Cette situation singulière impose d'engager un projet de transformation urbaine ambitieux. La vocation à long terme du quartier est de créer et de mettre en œuvre l'ensemble des conditions nécessaires à l'émergence d'une véritable polarité urbaine vivante, active et attractive.

Les principes de développement du quartier à long terme seraient les suivants :

- Affirmer ce quartier comme un pôle de développement de la partie sud ouest de Belfort et de l'agglomération articulé autour d'un ensemble de centralités secondaires complémentaires de Belfort,
- Conforter la vocation résidentielle et les fonctionnalités du quartier par la diversification de l'offre en logements, en poursuivant la requalification des espaces publics dans une logique de développement durable (hiérarchisation des espaces – clarification de leurs usages...),

- Renforcer la mixité fonctionnelle (activités économique, emploi, commerces, logement, services résidentiels...),
- Promouvoir une démarche de gestion urbaine de proximité favorisant l'appropriation du quartier par les habitants,
- Veiller à l'intégration pleine et entière de ce quartier d'habitat social dans l'agglomération par la recherche d'un équilibre de peuplement à toutes les échelles et par une prise en compte des populations les plus pauvres ou les plus vulnérables.

Ce développement prendra pleinement en compte les enjeux de transition écologique et énergétique, en particulier par :

- La réhabilitation énergétique de logements collectifs,
- La promotion des modes de déplacement doux dans les aménagements extérieurs, et de voiries et voies de circulation à l'intérieur du quartier,
- L'accompagnement des habitants dans le développement d'actions et de comportements éco-citoyens (respect du cadre de vie, actions de sensibilisation à l'environnement...).

Sur ce dernier point, il s'agira en particulier de valoriser l'atout de la présence du Parc de la Douce, partie intégrante du territoire vécu des Résidences, qui pourra être encore davantage support d'actions autour de l'environnement qui ont déjà pu être expérimentées (ex. jardins partagés).

Un quartier en profonde transformation

La transformation profonde du quartier des Résidences s'inscrit dans le temps long du renouvellement urbain initié en 1997 et ayant comme fil conducteur trois enjeux majeurs :

- Parfaire l'intégration urbaine du quartier,
- Diversifier les fonctions urbaines au sein du quartier,
- Affirmer l'unité de la Ville par l'égalité de traitement de l'espace public.

Le rythme d'évolution de ce quartier s'opère en fonction des capacités financières des collectivités, notamment la Ville de Belfort et de l'office public d'habitat Territoire habitat et de l'inscription du quartier aux dispositifs issus de la politique de la ville permettant d'accélérer le processus de transformation (contrat de ville 1997-2000, PLRU 2005-2013).

Le renouvellement du quartier des Résidences s'opère en trois phases (cf. annexe 3a), la deuxième faisant spécifiquement l'objet de ce protocole de préfiguration.

La première phase d'aménagement (1997-2013), aujourd'hui achevée

Cette première phase s'est traduite par une intervention forte, notamment les 8 dernières années, en :

- Amorçant le désenclavement du quartier par la création de deux liaisons est-ouest et nord-sud et par le développement d'un réseau de bus et d'un pôle multimodal performant,

- Développant une diversification urbaine et fonctionnelle, notamment par la production de 134 logements en accession ou à loyer intermédiaire et par la création ou la réhabilitation d'équipements créant de nouvelles centralités urbaines,
- Améliorant la qualité des espaces publics par la requalification de voirie ou la création de nouveaux squares.

La troisième phase 2021-2026 achèvera la transformation du quartier

Cette dernière phase permettra de faire aboutir le projet urbain des Résidences dans sa globalité en :

- Finalisant l'ouverture du quartier, notamment en établissant des continuités paysagères et urbaines dans sa partie nord-ouest (poursuite de l'espace Baudin au-delà du boulevard Kennedy...),
- Requalifiant l'îlot Schuman par le traitement des espaces publics et la requalification des logements sociaux existants,
- Poursuivant une diversification des statuts et des formes d'habitat par des programmes de logement innovants dans un cadre urbain renouvelé et tenant compte du contexte local immobilier.

La deuxième phase 2015-2020 ciblée sur le secteur Dorey, objet du protocole

Au-delà des interventions qui seront spécifiquement ciblées sur le secteur Dorey, cette deuxième phase d'aménagement permettra de travailler l'articulation entre les trois secteurs du quartier des Résidences et de créer les conditions permettant la concrétisation d'un projet urbain intégré et global pour le quartier des Résidences. Cette phase fait l'objet du protocole de préfiguration de renouvellement urbain et se déroulera sur la période 2016-2021 conformément aux engagements pluriannuels et aux capacités budgétaires de la Ville de Belfort et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, ainsi que du bailleur social Territoire habitat.

2.2 Premiers objectifs opérationnels en matière de renouvellement urbain 2016-2021

La deuxième phase d'aménagement (2016-2021) vise quatre objectifs (cf. annexe 3b) :

Encourager une mixité résidentielle par la diversité des statuts et des formes d'habitat, le traitement préventif des copropriétés fragiles et la requalification du logement social.

Cet axe d'intervention a pour but d'offrir des logements attractifs et de qualité permettant de favoriser les parcours résidentiels au sein du quartier et d'attirer de nouvelles populations. Il se décline par :

- La mise en place d'un programme d'actions préventives sur les copropriétés en difficulté dans le cadre du POPAC (Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriété, en partenariat avec l'Anah), axé essentiellement sur la formation et le renforcement des conseils syndicaux et l'information des copropriétaires des copropriétés situées en partie est du quartier, plus particulièrement ciblé sur six copropriétés.

- La réhabilitation thermique de 358 logements sociaux du bailleur social Territoire habitat pour rendre attractif les logements, type barre des années 1970,
- La démolition de trois tours de logements sociaux, soit 225 logements, libérant une emprise foncière permettant d'engager une diversification de l'habitat en termes de production.

Les objectifs induits seront :

- La reconstitution des logements sociaux démolis occupés au moment du démarrage de l'opération de relogement, sur un niveau adapté à la réalité de la vacance, soit 114 logements, majoritairement hors site,
- La poursuite du relogement des locataires résidants dans ces tours (deux tours en cours de relogement, soit 33 ménages)

Indicateurs	Effets recherchés
Part de logements sociaux	Diminution du nombre et du taux de logements sociaux : Diminution d'au moins 168 logements sociaux pour atteindre un taux maximal de 80% de logements sociaux
Taux de vacance	Diminution du taux de vacance dans le secteur Dorey : objectif de contenir la vacance au taux maximal de 10%, ce qui correspond au taux des immeubles hors démolition
Caractéristique des CSP et ménages	Diversification des CSP et du profil des ménages

Maintenir l'équilibre du quartier

Cet axe d'intervention s'inscrit dans la continuité des aménagements réalisés en première phase contribuant à la valorisation des équipements et services et au renforcement de centralités, principalement situées dans la partie nord du quartier. Equipements, services et commerces sont des atouts du quartier à valoriser et à conforter pour en renforcer l'attractivité.

Cet axe se décline par :

- La restructuration du groupe scolaire René Rücklin pour développer de nouvelles pratiques pédagogiques d'apprentissage scolaire par le déploiement des nouvelles technologies (espaces numériques de travail) et pour instaurer des relations de confiance entre parents et enseignants par l'adaptation fonctionnelle et spatiale des locaux.
- La création d'une nouvelle piscine couverte (Zone de loisirs des Résidences) afin de la conforter comme équipement à rayonnement communautaire, facteur d'attractivité du quartier,
- La création d'un pôle socioculturel, conçu en complémentarité fonctionnelle avec le centre culturel et social Résidences Bellevue (CCSRB), seconde structure socio-culturelle du quartier des Résidences. Ce pôle se situera au cœur du secteur des Résidences La Douce par l'extension du bâtiment de la Clé des Champs et permettra de promouvoir une démarche participative de développement social de territoire,
- Le renforcement du pôle associatif Bartholdi comme espace de promotion et de développement de la vie associative,
- Le maintien et le développement d'une offre de commerces de proximité dans la partie extrême sud du quartier, notamment le long du boulevard Kennedy.

Indicateurs	Effets recherchés
Taux de fréquentation des équipements	Augmentation de la fréquentation des équipements et de la part des usagers résidents dans le quartier
Nombre d'associations accueillies	Diversification du tissu associatif
Nombre de commerces	Augmentation du nombre de commerces de proximité et stabilité commerciale
Fréquentation des commerces	Augmentation de la fréquentation des commerces et de la part des clients hors QPV les fréquentant

Favoriser le développement économique

Dans le cadre de sa politique de promotion de l'entreprenariat, la CAB a décidé d'inscrire sa première intervention au sein du quartier des Résidences par la création d'une pépinière d'entreprises. Son action s'étendrait à l'Agglomération et aurait pour objectif d'accueillir, d'héberger et d'accompagner les porteurs de projets d'activités économiques de la création jusqu'à une installation post-pépinière. Ce lieu a pour but de favoriser le bon développement des nouvelles entreprises en proposant des locaux à loyers adaptés, en diminuant les contraintes et en proposant différents services qui aideront les créateurs. En accompagnement à ce projet, le dispositif CitésLab sera développé et localisé dans les mêmes locaux que la pépinière d'entreprises. Ce dispositif, initié par la Caisse des Dépôts et Consignations, a pour objectif d'accompagner l'émergence de projets de création d'activités dans les quartiers sensibles.

Indicateurs	Effets recherchés
Nombre d'entreprises accueillies	Installation de nouvelles entreprises dans le quartier
	Augmentation du nombre d'entreprises créées
Nombre d'emplois	Création d'emplois nouveaux par les entreprises installées et taux 20%* de recrutement de demandeurs d'emploi par ces entreprises habitant les QPV de l'Agglomération

*20% correspond à un taux supérieur au poids de la population des QPV dans la population totale de l'Agglomération (15%)

Contribuer à une meilleure articulation entre le quartier et les espaces environnants et au sein même du quartier

Cet axe vise la partie sud est du quartier, l'îlot Dorey. Le secteur ciblé a une position stratégique intéressante, car il est à la fois une porte d'entrée du quartier mais également de la Ville de Belfort. Il est donc, par sa situation, un atout pour ouvrir le quartier sur son environnement et développer une continuité urbaine. Par ailleurs, ce secteur est en rupture avec le reste du quartier du fait de la configuration de son réseau viaire, de la césure crée par boulevard Kennedy et des formes architecturales (îlot composé de tours au sein d'un quartier constitué majoritairement de barres).

Ainsi cet axe se traduit par :

- La valorisation de l'entrée de quartier comme entrée de ville pour permettre une continuité au sein de l'espace urbain,
- Le développement de perméabilités est/ouest par une hiérarchisation du réseau viaire et des espaces publics (parvis, place...) afin de conforter l'unité urbaine du quartier et de le raccrocher à son environnement, notamment aux grands équipements comme le parc de la Douce.

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'ANRU dans le cadre du protocole

Le projet de transformation du quartier des Résidences s'inscrit dans une temporalité longue, ce qui constitue le gage de l'ambition portée par la collectivité pour le quartier.

Une première étape a été initiée dès 1997 dans le cadre du GPV, puis amplifiée par la convention de rénovation urbaine de Belfort-Offemont signée le 25 janvier 2007.

Une seconde étape, objet de la future convention d'intérêt local, couvrira la période 2015-2021.

Enfin, et compte tenu de la relative modestie des financements aujourd'hui disponibles, la transformation du quartier ne pourra être achevée que dans le cadre d'une troisième phase, sur la période 2021-2026.

Sur le fond, la deuxième phase du renouvellement urbain des Résidences engagée aujourd'hui dans le cadre du NPNRU devra pleinement prendre en compte les enjeux globaux liés au développement urbain et social du quartier, en parfaite cohérence avec le contrat de ville intercommunal de l'agglomération belfortaine signé le 11 mai 2015. D'une manière particulière devront figurer parmi les objectifs centraux du projet :

- La création d'une pépinière d'entreprises concourant au développement économique du quartier, au bénéfice notamment de ses habitants ;
- La nécessaire restructuration de l'offre commerciale de proximité ;
- La modernisation et la mise en accessibilité des équipements éducatifs, associatifs et de loisirs ;
- La préservation, voire le confortement de l'équilibre du parc de logements privés existants au sein du quartier ;
- Un développement à terme de l'offre de logements en accession ou en accession sociale, dans le souci d'une amélioration tangible de la mixité de peuplement. Cette diversification tiendra compte de manière réaliste des évolutions et besoins du marché local de l'habitat.

Enfin, la mise à niveau qualitative du parc locatif public devra bien évidemment constituer une préoccupation majeure du projet, incluant :

- La démolition de 3 tours vétustes, ne répondant plus aux besoins des habitants ;
- La reconstitution partielle de l'offre démolie, étant précisé que le caractère détendu du marché du logement ne justifie plus aujourd'hui la mise en œuvre du « 1 pour 1 ». Par ailleurs, une diffusion du logement social dans un cadre intercommunal pourra être avantageusement recherchée ;
- Une poursuite des programmes de réhabilitation, notamment thermique, des logements sociaux engagés dans le cadre du PNRU 1, dans une double préoccupation sociale et environnementale.

Le programme de travail prévu dans le présent protocole vise à répondre à ces préoccupations stratégiques, tout en assurant le financement des besoins en ingénierie à la fois internes à la Communauté de l'Agglomération Belfortaine et externes (études pré-opérationnelles et thématiques), en vue de la réalisation future du projet.

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole

L'ensemble du programme de travail sera mené en lien étroit avec les partenaires du projet et la délégation territoriale de l'ANRU. A la demande de l'ANRU, les maîtres d'ouvrage s'engagent à communiquer les documents produits aux différentes phases de leur élaboration.

Les différentes étapes à franchir pour aboutir à la convention seront précisées dans un calendrier (cf. annexe 7), présentant les principaux points de rendez-vous et échéances.

Dans la perspective de proposer un programme opérationnel pour la signature de la convention de renouvellement urbain et au vu des enjeux de temporalité du projet d'aménagement de l'îlot Dorey, notamment l'interaction entre des opérations à réaliser à court terme (création de la pépinière d'entreprises...) et la mise en œuvre du projet urbain de l'îlot Dorey à plus long terme, il est proposé de centrer l'ingénierie sur le projet d'aménagement de l'îlot Dorey. Il s'agit de proposer un phasage en cohérence avec les capacités budgétaires des maîtres d'ouvrage, notamment de la Ville de Belfort et du bailleur social principal, afin de favoriser une bonne articulation des différentes étapes de transformation du quartier en cohérence avec le schéma directeur du l'îlot Dorey.

Par ailleurs, les opérations à réaliser dans un délai relativement court 2016-2019, ne nécessitent pas d'études complémentaires. Dès la définition du programme et d'un plan de financement, elles pourront être rapidement opérationnelles :

- Extension de la Clé des Champs,
- Restructuration du groupe scolaire Rücklin,
- Création d'une piscine couverte dans la zone de loisirs,
- Création d'une pépinière d'entreprises,
- Réhabilitation de 358 logements sociaux,
- Renforcement du pôle associatif Bartholdi, à minima par sa mise en accessibilité.

4.1 Etude urbaine de l'îlot Dorey

Au vu de certaines évolutions de programme (maintien du marché non sédentaire, localisation des nouveaux commerces, déplacement des commerces existants) et des capacités budgétaires de la collectivité, il est proposé d'affiner le schéma directeur de l'îlot Dorey.

Cette étude permettra d'arbitrer par la suite :

- La définition d'un phasage opérationnel en cohérence avec le programme pluriannuel d'investissement de la collectivité. Le phasage devra également intégrer les aménagements de transition nécessaires (exemple : vocation des espaces libérés par la démolition des tours avant la réalisation de programmes d'habitat privés),
- L'identification du mode de portage et du mode opératoire pour la mise en œuvre du programme d'aménagement (ZAC/lotissement, SEM).

4.2 Etudes complémentaires à l'étude urbaine

Le schéma directeur et son phasage doivent être enrichies par des études plus spécifiques concernant :

- Le renforcement et le développement d'une offre commerciale de proximité concernant le positionnement, le fonctionnement quantitatif et qualitatif des commerces et services dans le cadre de l'aménagement de l'îlot Dorey. Elle devra, également, proposer des formes d'organisation adaptées (centre commercial seul ou groupé avec de l'habitat) en fonction des rentabilités financières et immobilières.
- Une étude de programmation immobilière tenant compte du schéma directeur. Le but est d'identifier les produits logements à développer, les conditions de faisabilité et repérer des promoteurs potentiels.

4.3 Etude action sur les copropriétés (POPAC)

En outre, concernant les copropriétés du quartier, sera intégrée, dans le cadre du POPAC, une étude-action sur quatre copropriétés (1 rue de Sofia, 7 rue de Zaporojie, 17-33 boulevard Kennedy et 4 place Schuman) situées dans le périmètre de l'îlot Dorey ou à proximité. L'enjeu est d'avoir une connaissance fine de la situation des copropriétés concernées afin d'anticiper une bonne articulation entre les problématiques des copropriétés et le renouvellement urbain du secteur.

L'étude action a un double objectif :

- Approfondir la connaissance des copropriétés identifiées (diagnostic multithématiques, notamment occupation sociale et fonctionnement),
- Mettre en oeuvre des actions d'accompagnement et de prévention pour améliorer la gestion et le fonctionnement de ces copropriétés.

4.4 Etudes sur l'occupation sociale : veille et observation

Il s'agira de développer la connaissance des acteurs locaux sur l'occupation du parc social et sur l'organisation du système d'attribution, en vue d'adapter le renouvellement de l'offre de logements (diversification) et spécifier la fonction du parc social du quartier des Résidences dans le marché local :

L'objectif serait, sur la base d'une mise en lumière des logiques de peuplement, de mettre en place un outil de connaissance pérenne du parc social et de sa composition sociale : caractéristiques des ménages logés - nature et caractérisation des dynamiques : rotation - attributions - demandes...

Libéllé de l'étude	Maître d'ouvrage	Date de démarrage	Durée de l'opération
Actualisation de l'étude urbaine	Ville de Belfort	juillet 2016	8 mois
Étude sur le renforcement d'une offre commerciale de proximité	CAB	septembre 2016	3 mois
Étude de marché immobilier de l'habitat	CAB	juin 2016	3 mois
Étude sur l'occupation du parc social	CAB	mai 2016	3 mois

Article 5. Opération(s) faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage

Sans objet

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet : une démarche intégrée participative

La nouvelle équipe municipale porte une forte volonté politique de rénovation et de dynamisation des démarches participatives.

Ainsi, en septembre 2014, une importante démarche de consultation des Belfortains par questionnaire sur l'évolution des Conseils de quartier de Belfort a été organisée, intitulée « *Rien ne se fera plus jamais sans vous* ».

Avec près de 1 000 répondants, cette consultation a été un succès et a permis de dresser des perspectives nouvelles pour les Conseils de quartier dans le cadre d'une politique globale d'implication citoyenne renouvelée.

Les dix nouveaux Conseils de quartier, ouverts à tous les habitants, se réunissent régulièrement depuis novembre 2014, sous différents formats.

L'année 2015 a permis la montée en puissance de cette démarche, en particulier par la mise en place d'un budget participatif et de groupes projets permettant la co-construction avec les habitants.

Plus spécifiquement, dans les quartiers comprenant un secteur en Quartier Politique de la Ville (les quatre QPV à Belfort concernent six Conseils de quartier), une Commission Politique de la Ville sera mise en place d'ici la fin du 1er semestre 2016 qui fera office de Conseil citoyen prévu par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Ces Commissions auront en particulier pour objectif l'organisation régulière d'actions et de temps favorisant l'implication des habitants dans l'élaboration et la mise en œuvre des actions du contrat de ville, sous des formes de participation attractives et renouvelées.

Elles veilleront en particulier à mobiliser les habitants « silencieux » et moins « visibles » dans les formes habituelles de participation, comme les jeunes et notamment les jeunes actifs.

S'agissant plus particulièrement du projet de renouvellement urbain du quartier des Résidences, la participation des habitants pourra prendre appui sur les initiatives de concertation déjà réalisées dans ce quartier, qui permettent aujourd'hui de préfigurer la mise en place d'une Maison des Projets : ateliers PSL, ateliers urbains dans le cadre de l'étude urbaine Dorey, concertation autour du projet d'extension de la Clé des Champs... Cette Maison des Projets sera positionnée dans le bâtiment de la Clé des Champs, situé à l'interaction entre les îlots Dorey et Schuman qui feront respectivement l'objet de la 2ème phase, objet du présent protocole, et de la 3ème phase du projet de renouvellement urbain du quartier ou itinérante.

Article 7. Articulation avec la convention relative à l'article 8 de la loi du 21 février 2014

Cette convention définit :

- Les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires à l'échelle intercommunale à prendre en compte pour les attributions des logements sociaux ;
- Les modalités de relogement et d'accompagnement social dans le cadre des projets de renouvellement urbain ;
- Les modalités de coopération entre les bailleurs sociaux et les titulaires de droits de réservation pour mettre en œuvre les objectifs de la convention.

Cette convention doit être élaborée en cohérence avec la politique intercommunale en matière d'attribution des logements sociaux et les objectifs du contrat de ville. Elle doit donc être élaborée par la conférence intercommunale du logement.

L'État et la Communauté de l'Agglomération Belfortaine ont créé le 14 décembre 2015 cette conférence intercommunale du logement et adopteront une convention de mixité sociale incluse dans le PLH 2016-2021, à l'été 2016. Cette conférence adoptera les orientations en matière d'attributions des logements sociaux ainsi que des modalités de coopération entre les bailleurs et les réservataires. Elle permettra aussi de suivre la mise en œuvre de la convention.

Les orientations proposées à la conférence intercommunale du logement s'appuieront d'une part sur l'observation et l'évaluation dans la durée de la gestion des opérations réalisées dans le cadre du PLRU 1 et d'autre part sur la définition de modalités opérationnelles de mise en œuvre de la politique de peuplement.

Article 8. Pilotage et conduite de projet

8.1 Gouvernance

a) Pilotage stratégique

Le pilotage stratégique est formé du Comité de Pilotage du Contrat de Ville et d'un Comité technique (ou « task force »).

• Le Comité de Pilotage du Contrat de Ville Unique et Global de l'Agglomération Belfortaine est placé sous la Présidence conjointe de M. Le Président de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine et de M. le Préfet.

Il associe l'ensemble des signataires du Contrat de Ville et rassemblera particulièrement s'agissant de la conduite du projet de renouvellement urbain : Mme La Présidente du Conseil Régional de Franche-Comté – M. le Président du Conseil Départemental du Territoire de Belfort, M. le Directeur Régional de la Caisse des Dépôts et Consignations, M le Directeur Départemental des Territoires et les Présidents des deux organismes de logement social impliqués, Territoire habitat et Néolia.

Ce Comité de Pilotage aura pour missions la définition et le contrôle des orientations politiques et des enjeux stratégiques du projet de renouvellement urbain. Il en assure le pilotage financier global. Il suit le déroulement technique et financier, évalue les projets et les réoriente si nécessaire

• Le Comité technique ou « task force » réunit autour de la Direction Générale de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine et du Secrétariat Général de la Préfecture du Territoire de Belfort, les Directeurs et les responsables des institutions impliquées dans le projet, et le Chef de projet dédié.

Il remplit un rôle technique et organisationnel. Il assure la mise en œuvre concertée du programme. Il organise la négociation des projets, veille à leur élaboration et au suivi des opérations.

b) Pilotage opérationnel :

Une organisation en mode projet

Pour assurer la coordination des maîtres d'ouvrage et le bon déroulement et enchaînement des différentes opérations ainsi que l'ordonnancement général du projet à mener, la Communauté de l'Agglomération Belfortaine conduit le pilotage opérationnel du projet, sous la coordination globale de sa Direction Générale (Directeur Général des Services – Directeur Général Adjoint des Services – Directeur Général des Services Techniques) et sous la responsabilité du Chef de projet CVUG et NPNRU, cadre A.

Dans la poursuite des principes retenus dans le cadre du PNRU et pour assurer le bon déroulement du CVUG en cohérence avec ses objectifs, une conduite de projet intégrée sera mise en place. Le pilotage du CVUG et de son volet urbain est assuré par une Direction Générale Adjointe unique de la Solidarité Urbaine. La Direction de l'Education a rejoint depuis le 1er avril 2015 cette direction générale, marquant ainsi la volonté de la CAB et de la Ville de Belfort d'articuler les dimensions urbaines et sociales du CVUG autant au cœur de sa propre organisation que du projet de renouvellement urbain des Résidences.

Cette nouvelle Direction Générale de l'Éducation et de la Solidarité Urbaine (DESU) réunit ainsi les principaux services intervenant dans le champ de la politique de la ville :

- Le chef de projet CVUG et NPNRU,
- Le pôle observation - évaluation
- La direction de la cohésion sociale et de l'habitat,
- La direction de l'éducation,
- Le CCAS (dont les dispositifs d'insertion par l'activité économique),
- Le CFA.

L'organigramme de la Direction Générale Adjointe ESU est en annexe 4.

Dans un mode projet transversal, cette Direction Générale veillera à travailler en lien très étroit avec la Direction Générale sports et culture et la Direction Générale des Service Techniques dans la mise en œuvre du Contrat de ville et du protocole.

8.2 Conduite de projet

Une conduite de projet prenant appui sur un chef de projet et une équipe projet dédiée

La conduite de projet s'appuie sur un chef de projet et une équipe Projet PRU.

Sous l'égide du Directeur Général Adjoint Éducation et Solidarité Urbaine, ce chef de projet anime l'équipe projet PRU qui a pour missions :

- De suivre l'état d'avancement du programme de travail du protocole, puis de la mise en œuvre du projet,
- D'assurer la transversalité entre les différents domaines d'intervention, institutions et la bonne articulation des opérations des différents maîtres d'ouvrages,
- De garantir le respect des objectifs et des échéances,
- D'anticiper les risques techniques ou conflits de calendrier,
- De veiller à associer les usagers dans la définition et la mise en œuvre de programme d'actions aux différentes étapes du projet.

La composition de l'équipe est la suivante :

- Un référent de la direction de la cohésion sociale et de l'habitat
- Un référent de la direction des services techniques,
- Un référent de la direction du développement et de l'aménagement (actions économique et commercial),
- Un référent du bailleur social Territoire habitat,
- Le délégué territorial adjoint de l'ANRU (DDT),
- L'agent de développement social du secteur concerné,
- Les présidents des deux Conseils de quartier concernés (Résidences La Douce et Résidences Bellevue) et des membres de leur Conseil citoyen, Commission politique de la ville du Conseil de quartier.

Cette équipe projet mobilise en tant que de besoins les autres services de la collectivité concernés : Affaires juridiques, Finances, DRH, Education, Sports, Culture, Services techniques spécifiques (maintenance – opérations nouvelles – espaces verts – déplacements urbains...).

8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés

L'ensemble des partenaires locaux (Conseil Départemental, Conseil Régional, Caisse des dépôts et Consignations, Logilia...) seront associés aux études permettant de définir le projet urbain et son mode de financement.

Leur association se fera à deux niveaux :

- Au sein de l'instance de pilotage stratégique : le comité de pilotage politique du CVUG (Article 6.1),

- Au sein de l'instance opérationnelle : l'équipe projet PRU

La CAB s'appuiera sur des instances partenariales existantes pour promouvoir le projet et informer régulièrement de l'état d'avancement des réflexions et de sa mise en œuvre, comme le réseau des acteurs de l'habitat mise en œuvre dans le cadre du PLH.

Article 9. Opérations financées au titre du programme de travail

Les opérations financées par l'ANRU, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau en annexe 6. Elles sont financées conformément au titre II du règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU.

9.1. Modalités de financement par l'Anru de la conduite du projet de renouvellement urbain

Libellé de l'opération	Echelle *(QPV de rattachement ou EPCI)*	Maître d'ouvrage	Assiette de subvention (H.T.)	Taux de subvention Anru	Montant de subvention Anru	Commentaire *(mode calcul, subvention...)*	Date de démarrage *(mois et année)**	Durée de l'opération *(en mois)*
Conduite de projet interne	Résidences Le Mont CAB	CAB	134 166	15%	29 800	Chef de projet (1 ETP)	avril 2016	14 mois
			55 124			Chargé de coordination administrative et financière (0,5 ETP)	avril 2016	14 mois
Communication concertation	Résidences Le Mont CAB	CAB	10 000	40%	4 000	-	avril 2016	14 mois

** le calendrier sera ajusté en fonction de la date de signature du protocole*

9.2. Modalités de financement des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus du programme de travail

Libellé de l'opération	Echelle *(QPV de rattachement ou EPCI)*	Maître d'ouvrage	Assiette de subvention (H.T)	Taux de subvention Anru	Montant de subvention Anru	Commentaire *(mode calcul, subvention, cofinancement prévus)*	Date de démarrage *(mois et année)*	Durée de l'opération *(en mois)*
Actualisation de l'étude urbaine	Résidences Le Mont CAB	Ville de Belfort	50 000	50%	25 000	-	juillet 2016	8 mois
Étude sur le renforcement et le développement d'une offre commerciale de proximité	Résidences Le Mont CAB	CAB	40 000	0%	0	-	septembre 2016	3 mois
Étude de marché immobilier de l'habitat	Résidences Le Mont CAB	CAB	30 000	0%	0	-	juin 2016	3 mois
Étude sur l'occupation sociale	Résidences Le Mont CAB	CAB	15 000	50%	7 500	-	mai 2016	3 mois

Les conclusions de ces études du programme de travail feront l'objet d'une présentation synthétique dans le dossier remis à l'ANRU en vue de la signature d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

9.3. Modalités de financement par l'Anah des études et des expertises du programme de travail

Les études-actions sur les copropriétés de la partie sud-ouest du quartier des Résidences s'intègrent dans un programme préventif plus large à destination de ces copropriétés. Ce dispositif préventif sera l'objet de la deuxième convention pour la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC).

Cet avenant précisera le budget global du programme préventif, le calendrier et les modalités de financement.

9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail

Les opérations financées par la Caisse des Dépôts sont ci-après présentées. Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maîtres d'ouvrage concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

Libéllé et nature de l'opération	Echelle *(QPV de rattachement ou EPCI)*	Maître d'ouvrage	Assiette de subvention (H.T)	Taux de subvention CDC	Montant de subvention CDC	Commentaire *(mode calcul, subvention, cofinancement prévus)*	Date de démarrage *(mois et année)*	Durée de l'opération *(en mois)*
Actualisation de l'étude urbaine	Résidences Le Mont CAB	Ville de Belfort	50 000			Co financement ANRU 50 %	juillet 2016	8 mois
Étude sur le renforcement d'une offre commerciale de proximité	Résidences Le Mont CAB	CAB	40 000	50 %	20 000		septembre 2016	3 mois
Étude de marché immobilier de l'habitat	Résidences Le Mont CAB	CAB	30 000	50 %	15 000		juin 2016	3 mois
Étude sur l'occupation du parc social	Résidences Le Mont CAB	CAB	15 000			Co financement ANRU 50 %	mai 2016	3 mois

9.5. Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires

Présentation des opérations du programme de travail financées par d'autres partenaires :

Le Conseil départemental du Territoire de Belfort finance l'étude urbaine et l'étude d'occupation sociale à hauteur de 19 500 euros.

Libéllé et nature de l'opération	Echelle *(QPV de rattachement ou EPCI)*	Maître d'ouvrage	Assiette de subvention (H.T)	Taux de subvention CD 90	Montant de subvention CD 90	Commentaire *(mode calcul, subvention, cofinancement prévus)*	Date de démarrage *(mois et année)*	Durée de l'opération *(en mois)*
Actualisation de l'étude urbaine	Résidences Le Mont CAB	Ville de Belfort	50 000	30 %	15 000	Co financement ANRU 50 %	juillet 2016	8 mois
Étude sur le renforcement d'une offre commerciale de proximité	Résidences Le Mont CAB	CAB	40 000				septembre 2016	3 mois
Étude de marché immobilier de l'habitat	Résidences Le Mont CAB	CAB	30 000				juin 2016	3 mois
Étude sur l'occupation du parc social	Résidences Le Mont CAB	CAB	15 000	30 %	4 500	Co financement ANRU 50 %	mai 2016	3 mois

Article 10. (A titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration

Sans objet

Article 11. Durée du protocole

Le présent protocole prend effet à compter de la date de signature de ce dernier ; il s'achève à la signature de la convention de renouvellement urbain et au plus tard le 30 juin 2017. L'ensemble du programme de travail devra donc être achevé à la date d'échéance du protocole.

Article 12. Conditions de finalisation de la convention pluriannuelle - points de rendez-vous avec l'ANRU

A l'achèvement du programme de travail, le porteur de projet déposera le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail en vue d'une contractualisation avec l'Agence par une convention de renouvellement urbain.

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration

13.1. Contreparties mises à disposition d'UESL-Action Logement

Le financement par l'Anru de projets de renouvellement urbain dans le cadre d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain est conditionné par la mise à disposition de contreparties au profit d'Action Logement, conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU. Les signataires du protocole s'engagent à respecter les termes de cette convention tripartite et à définir pendant la phase de protocole ces contreparties, notamment en termes de mise à disposition de foncier et de réservations de logements locatifs sociaux.

Les contreparties mises à disposition d'UESL-Action Logement seront identifiées à l'issue des études prévues dans le cadre du protocole et en conformité avec le règlement général de l'ANRU. La définition du programme opérationnel tiendra compte notamment des contreparties foncières à mettre à disposition dans la perspective de favoriser la diversité de l'habitat. Pour ce faire, Action logement sera associée au suivi des études et des réunions de travail seront programmées.

13.2 – Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à respecter les orientations de la nouvelle charte nationale d'insertion de l'Anru adoptée par le conseil d'administration du 24 mars 2015.

13.3 – Le financement des opérations contractualisées dans le protocole

13.3.1 – Le financement des opérations par l'Anru

Le tableau financier type de l'annexe 6 est un tableau prévisionnel des dépenses et des recettes estimées, opération par opération, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du NPNRU.

Les montants des concours financiers de l'Agence résultent de l'application des dispositions du titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

Au titre du présent protocole de préfiguration, l'engagement de l'Agence s'entend pour un montant global maximal non actualisable de 66 300 €, réparti selon la programmation prévisionnelle du tableau financier de l'annexe 6. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage, et qui peuvent être détaillées dans une autre annexe.

Les subventions de l'Anru sont attribuées sous réserve des dispositions du règlement général et du règlement financier en vigueur à la date de l'engagement financier de l'opération et du respect des engagements contractuels inscrits dans le présent protocole de préfiguration.

13.3.2. Le financement des opérations par l'Anah

Sans objet

13.3.3. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts et Consignations

Les aides accordées par la Caisse des Dépôts, mentionnées dans le tableau en annexe 6, et ses modalités d'intervention, seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

13.3.4. Le financement des opérations par d'autres partenaires

L'aide du Conseil départemental sera mise en oeuvre à travers une convention avec chacun des maîtres d'ouvrages des études financées.

13.4 – Contrôle et audits

Sur demande de l'Agence, les maîtres d'ouvrage signataires faciliteront, à tout moment, le contrôle par l'Agence de l'utilisation des subventions reçues, de la réalisation et de l'évaluation des engagements et objectifs du présent protocole notamment par l'accès à toute pièce justificative, tout document et information dont elle jugerait la production nécessaire.

Le cas échéant, les maîtres d'ouvrage faciliteront également le contrôle sur place réalisé, dans ce cadre et pour les besoins exclusifs des vérifications et évaluations précitées. En ce cas, les contrôles sont exercés par des agents habilités par le directeur général de l'ANRU, le signataire de la convention est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Le directeur général de l'ANRU peut, en tant que de besoin, faire appel à des agents habilités à effectuer le contrôle de l'administration (Inspection Générale, etc.).

13.5 – Conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application du présent protocole font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée localement par le délégué territorial de l'Agence. Le rapport de ce dernier, accompagné de toutes pièces que les signataires de la convention voudront y joindre, est adressé au directeur général de l'Agence. Celui-ci prend éventuellement l'avis du Comité d'Engagement de l'Agence, statue directement ou saisit, si nécessaire, le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration, ou par délégation le directeur général de l'ANRU, statue sur le rapport du délégué territorial de l'Agence. Il peut décider :

- le rappel solennel au porteur de projet et aux maîtres d'ouvrage de leurs engagements contractuels ;
- le réexamen du protocole et la signature éventuelle d'un avenant ;
- la requalification du taux de subvention prévu dans le protocole qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des subventions ;
- la suspension, voire la résiliation du protocole.

Dans tous les cas, la décision prise est portée à la connaissance de l'ensemble des signataires du protocole.

13.6 – Clause de renégociation du protocole

Le présent protocole pourra donner lieu à renégociation dans le cas où seraient constatés des changements substantiels de l'environnement juridique et financier dans lequel s'inscrit l'action de l'Agence.

13.7 – Traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application du présent protocole seront portés devant la juridiction compétente du siège social de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

13.8. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence

Les signataires du présent protocole de préfiguration confirment avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence précisées dans son règlement général et son règlement financier relatifs au NPNRU.

Annexes

1. Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville.
2. Plans du quartier faisant l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU.

   2a. Plans du quartier faisant l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU

   2b. Périmètres d'intervention de la politique de la ville

   2c. Périmètre du Territoire vécu du QPV Résidences Le Mont

   2d. Les secteurs du quartier des Résidences
3. Plans présentant les premières orientations stratégiques sur l'ensemble de la durée du projet urbain des Résidences et concernant la deuxième phase objet du protocole

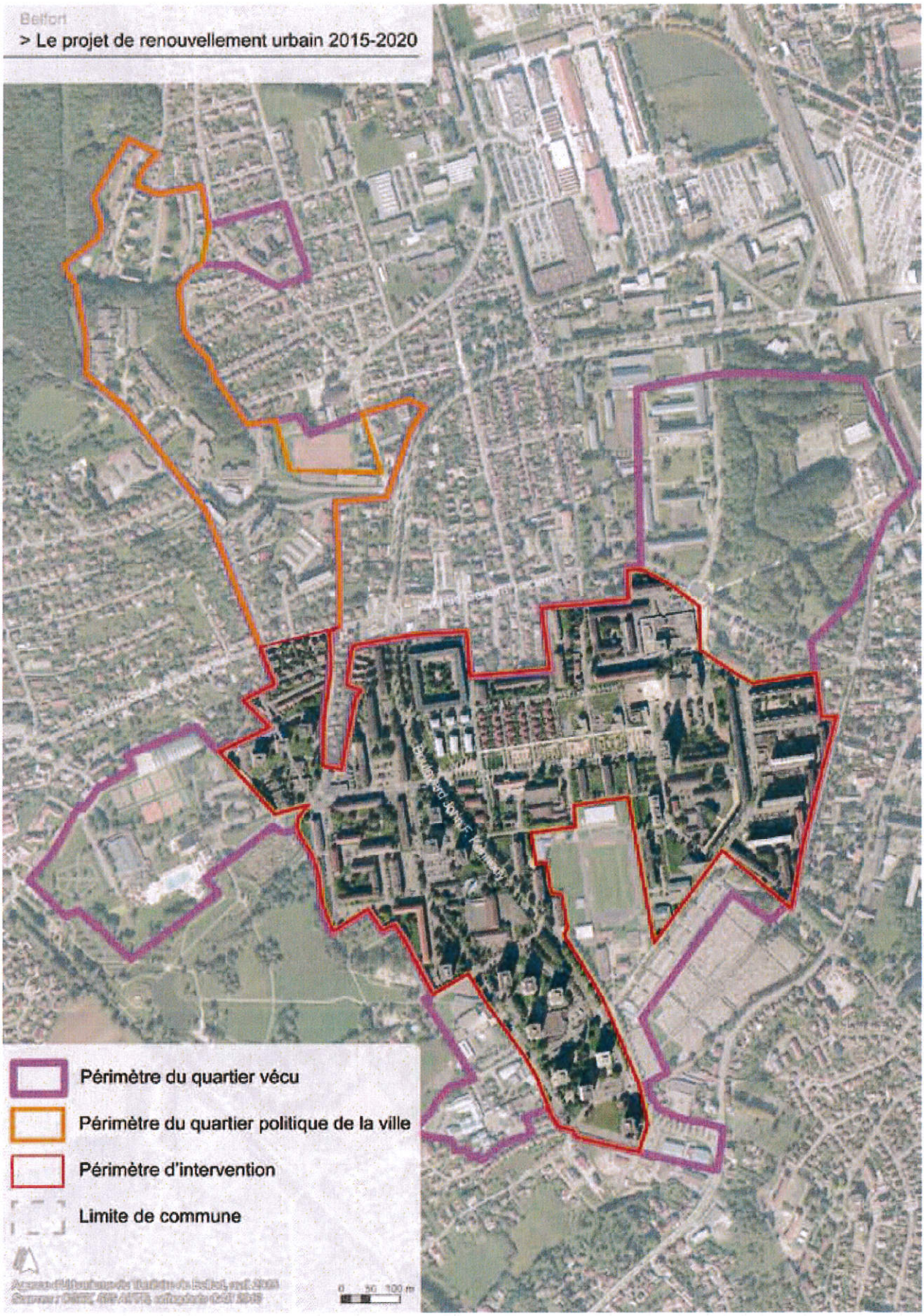
   3a. Projet de renouvellement en trois phases

   3b. Projet de renouvellement urbain 2015-2020
4. Organigramme de la Direction ESU
5. Synthèse des diagnostics et études déjà réalisés.

   5a.Etude urbaine Dorey

   5b. PSL
6. Tableau financier du protocole
7. Planning de réalisation des actions du programme de travail


Protocole de préfiguration du quartier des Résidences
Les Quartiers de la Politique de la Ville
Valdoie
Arsot Ganghoffer
Offemont
Dardel La Méchelle
Cravanche
Belfort
Bougenel-Mulhouse
Les Glacis du Château
Résidences Le Mont
Denney
Danjoutin
Bavilliers


Belfort
> Le projet de renouvellement urbain 2015-2020
Périmètre du quartier vécu
Périmètre du quartier politique de la ville
Périmètre d'intervention
Limite de commune

Premier ministre
COMMISSARIAT GÉNÉRAL À L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

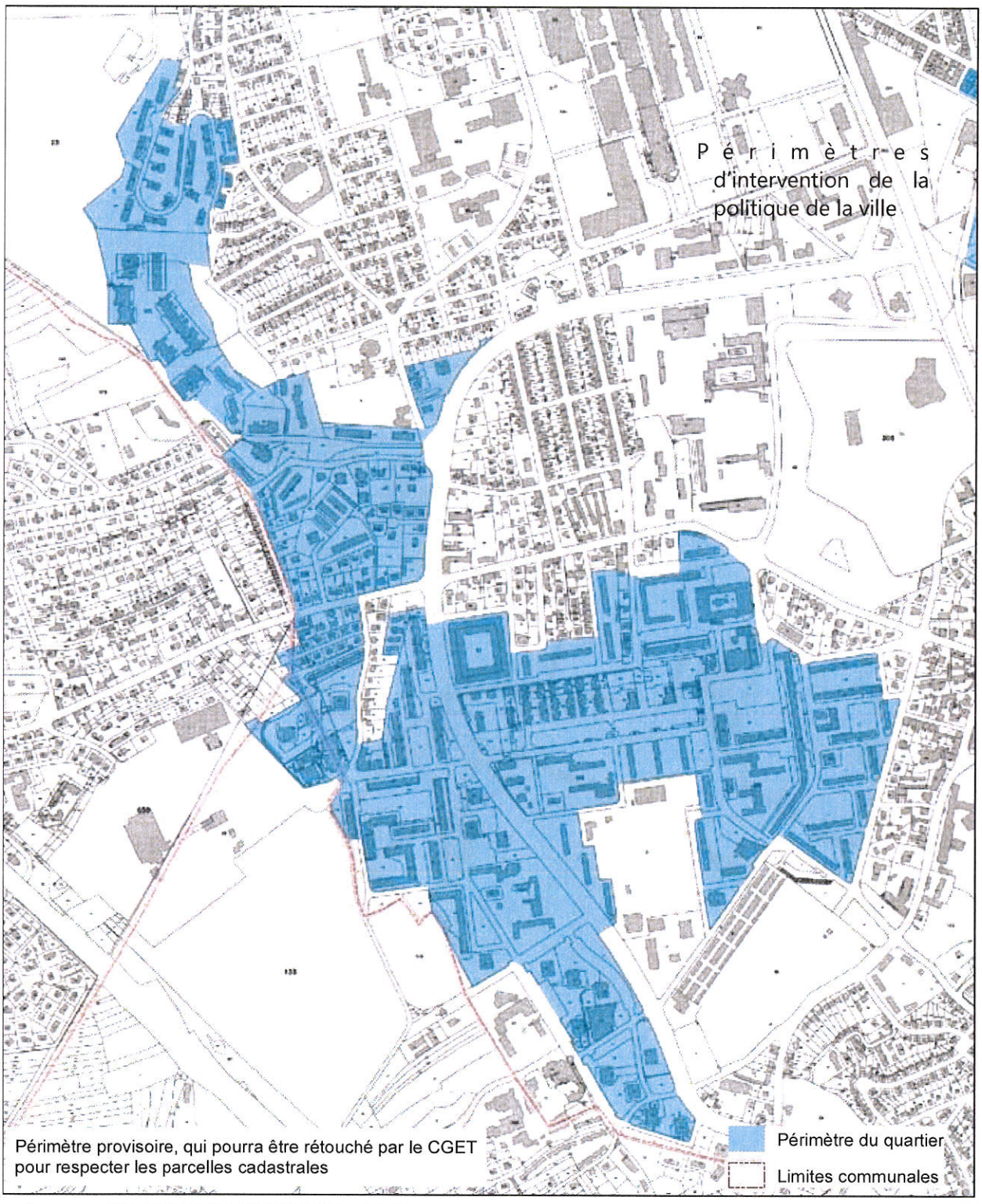
cget

Département : Territoire de Belfort

Commune : Belfort

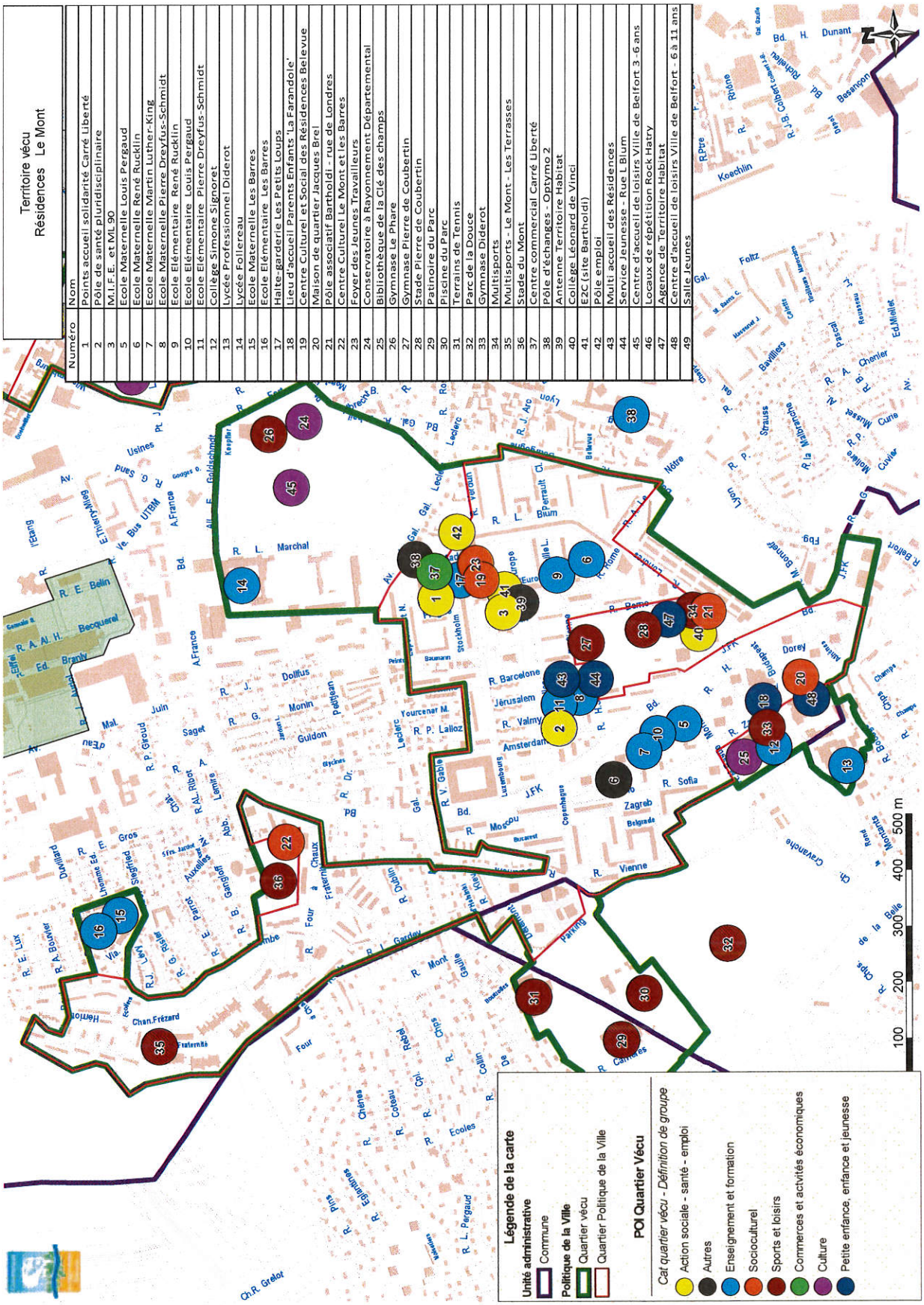
CA de l'Agglomération Belfortaine

Quartier : Résidences Le Mont

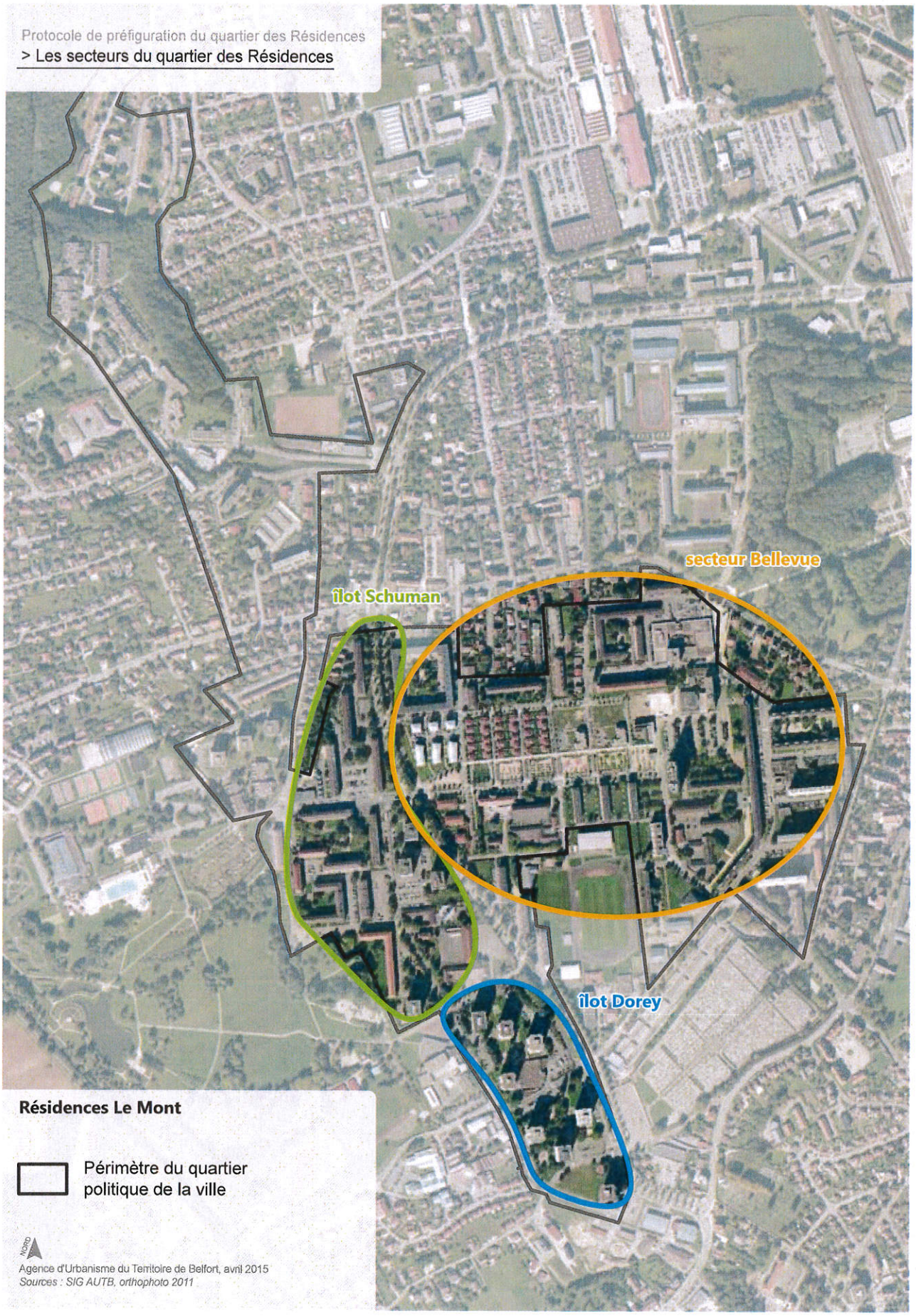


Source : BD PARCELLAIRE®IGN-CGET

1:8 660

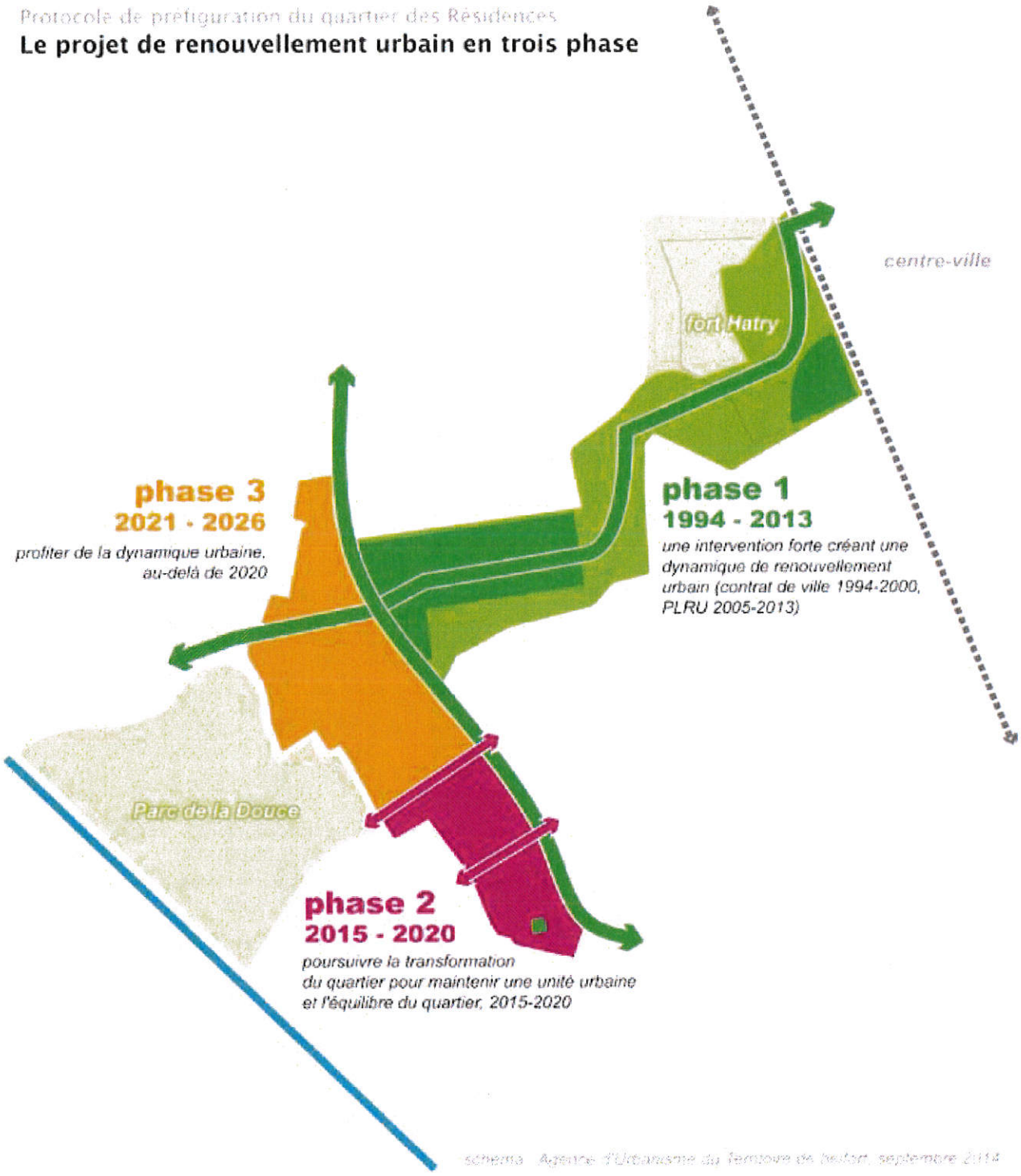


Numéro	Nom
1	Points accueil solidarité Carré Liberté
2	Pôle de santé pluridisciplinaire
3	M.I.F.E. et ML 90
5	Ecole Maternelle Louis Pergaud
6	Ecole Maternelle René Rucklin
7	Ecole Maternelle Martin Luther-King
8	Ecole Maternelle Pierre Dreyfus-Schmidt
9	Ecole Elémentaire René Rucklin
10	Ecole Elémentaire Louis Pergaud
11	Ecole Elémentaire Pierre Dreyfus-Schmidt
12	Collège Simone Signoret
13	Lycée Professionnel Diderot
14	Ecole Maternelle Les Barres
15	Ecole Elémentaire Les Barres
16	Halte-garderie Les Petits Loups
17	Lieu d'accueil Parents Enfants 'La Farandole'
18	Centre Culturel et Social des Résidences Belevue
19	Maison de quartier Jacques Brel
20	Pôle associatif Bartholdi - rue de Londres
21	Centre Culturel Le Mont et les Barres
22	Foyer des Jeunes Travailleurs
23	Conservatoire à Rayonnement Départemental
24	Bibliothèque de la Clé des champs
25	Gymnase Le Phare
26	Gymnase Pierre de Coubertin
27	Stade Pierre de Coubertin
28	Patinoire du Parc
29	Piscine du Parc
30	Terrains de Tennis
31	Parc de la Douce
32	Gymnase Diderot
33	Multisports
34	Multisports - Le Mont - Les Terrasses
35	Stade du Mont
36	Centre commercial Carré Liberté
37	Pôle d'échanges - Optymo 2
38	Antenne Territoire Habitat
39	Collège Léonard de Vinci
40	E2C (site Bartholdi)
41	Pôle emploi
42	Multi accueil des Résidences
43	Service Jeunesse - Rue L Blum
44	Centre d'accueil de loisirs Ville de Belfort 3-6 ans
45	Locaux de répétition Rock Hatry
46	Agence de Territoire Habitat
47	Centre d'accueil de loisirs Ville de Belfort - 6 à 11 ans
48	Salle Jeunes
49	Gal.


Protocole de préfiguration du quartier des Résidences
> Les secteurs du quartier des Résidences
secteur Bellevue
îlot Schuman
îlot Dorey
Résidences Le Mont
Périmètre du quartier politique de la ville
NORD
Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, avril 2015
Sources : SIG AUTB, orthophoto 2011

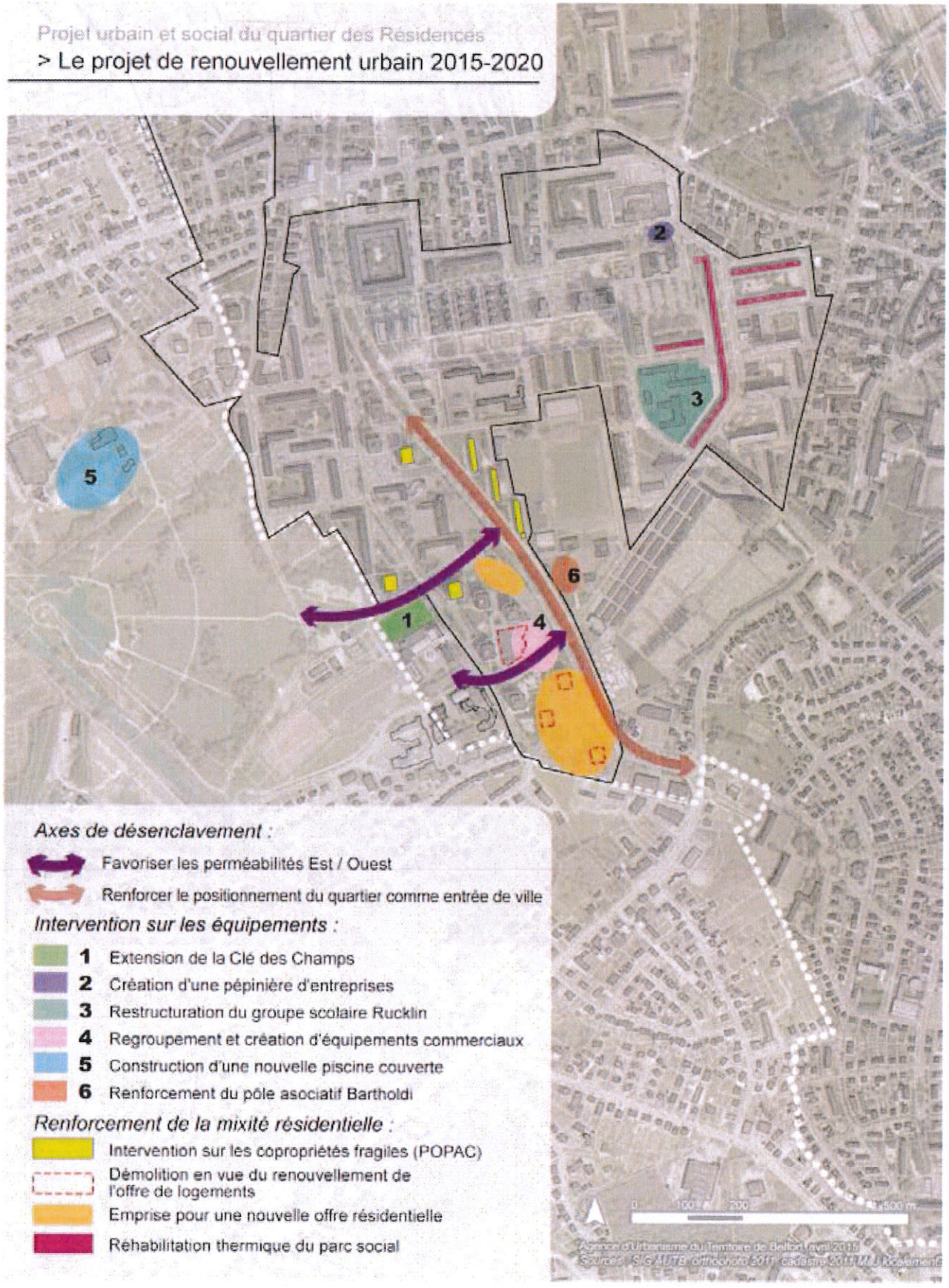
Protocole de préfiguration du quartier des Résidences

Le projet de renouvellement urbain en trois phase



schema Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, septembre 2014

Projet urbain et social du quartier des Résidences
> Le projet de renouvellement urbain 2015-2020



Axes de désenclavement :

- Favoriser les perméabilités Est / Ouest
- Renforcer le positionnement du quartier comme entrée de ville

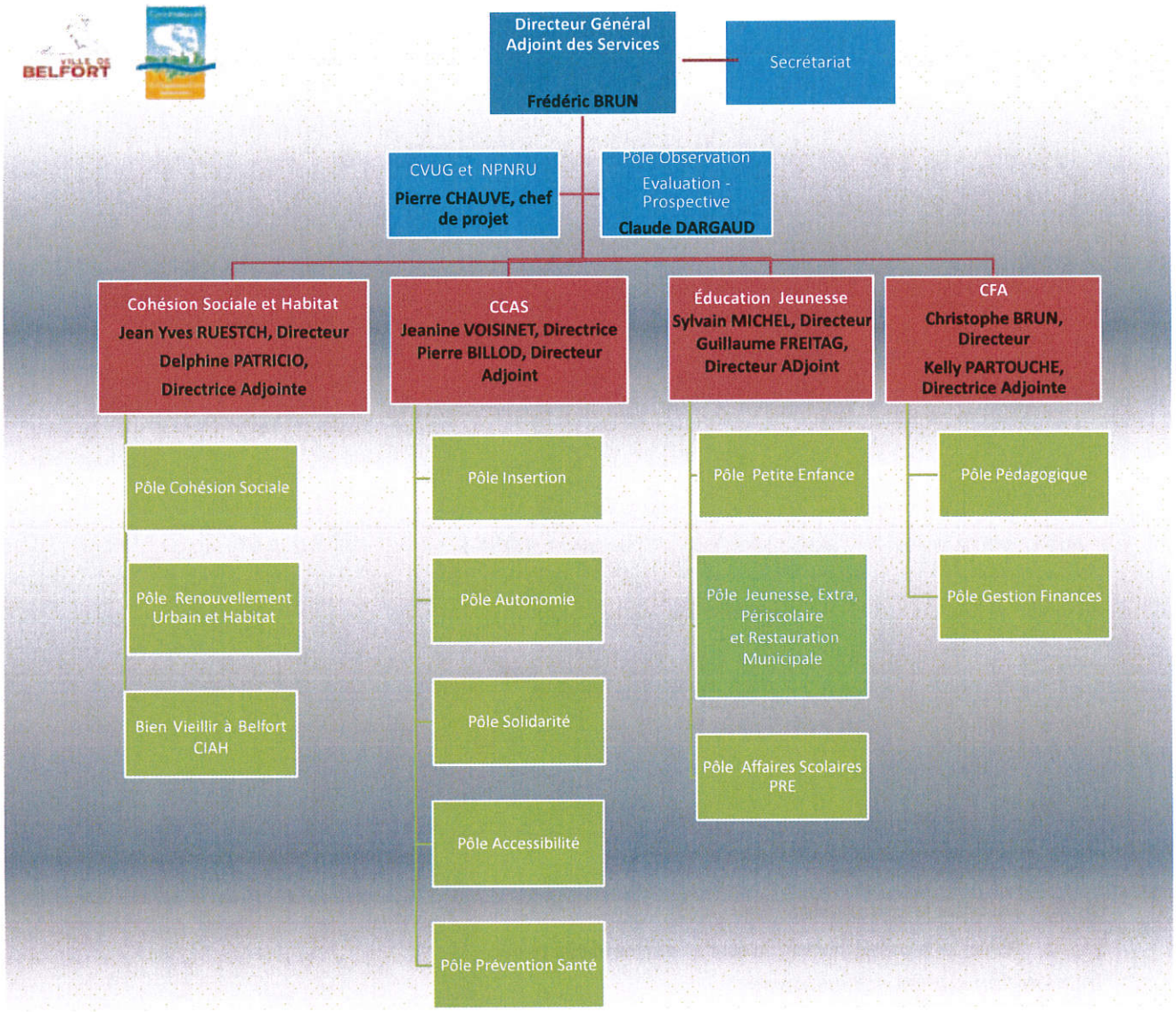
Intervention sur les équipements :

1. Extension de la Clé des Champs
2. Création d'une pépinière d'entreprises
3. Restructuration du groupe scolaire Rucklin
4. Regroupement et création d'équipements commerciaux
5. Construction d'une nouvelle piscine couverte
6. Renforcement du pôle asociatif Bartholdi

Renforcement de la mixité résidentielle :

- Intervention sur les copropriétés fragiles (POPAC)
- Démolition en vue du renouvellement de l'offre de logements
- Emprise pour une nouvelle offre résidentielle
- Réhabilitation thermique du parc social

Direction Générale Adjointe de l'Éducation et de la Solidarité Urbaine
Organigramme - janvier 2016



Projet de rénovation urbaine du quartier des Résidences – secteur Dorey (Atelier Mongiello et Plisson / Atelier Villes et Paysages / Egis, 2013)

Rappels

L'étude urbaine du quartier des Résidences – secteur Dorey a été engagée par la Ville de Belfort en juin 2011 et confiée à l'équipe pluridisciplinaire Mongiello, Plisson – Ville et Paysages – Egis.

Cette étude s'inscrit dans la longue durée du projet urbain du quartier des Résidences après les études Grether/Peter (1998/2000) qui ont préfiguré l'aménagement de l'espace Baudin dans le PRU 1 et l'étude Habitat et Territoire Conseil (2007) sur la rénovation urbaine des Résidences La Douce.

Le périmètre de l'étude était le secteur Dorey (cf. annexe 2d).

Les conclusions de l'étude et le schéma directeur ont été présentés aux partenaires locaux le 5 mars 2013, à la commission attractivité de la Ville de Belfort le 25 mars 2013 et au Conseil municipal de Belfort le 4 avril 2013.

Les objectifs de l'étude

- Affirmer le tissu urbain, urbaniser l'actuelle place du marché, assurer l'attractivité commerciale et organiser les équipements publics,
- Reconstruire sur le site un habitat diversifié à la fois dans ses formes et dans ses statuts,
- Requalifier les voiries, mieux hiérarchiser les espaces vertes et les stationnements, valoriser la proximité avec le Parc de la Douce.

La synthèse de l'étude

Les hypothèses de travail :

- L'étude définit les orientations de reconfiguration urbaine de l'îlot Dorey avec comme hypothèse de départ la démolition de 3 tours (1-2 rue Dorey, 9 rue de Zaporojie) et du centre commercial.
- Le schéma d'aménagement s'appuie sur un déplacement du marché sur la place Monaco/ Kennedy, la rue de Monaco devenant la nouvelle centralité du secteur.
- Des programmes de logements le long du boulevard Kennedy viennent compléter et diversifier l'offre résidentielle.

Sur ces bases, les orientations du schéma directeur sont les suivantes.

Une nouvelle centralité : Le travail a permis de dégager comme orientation l'articulation du quartier autour de la rue de Monaco, charnière entre le Nord et le Sud des Résidences la Douce. Pour un traitement qualitatif, cette rue reconfigurée permettra de concentrer les éléments forts du quartier : des commerces de proximité, l'école, le marché du mercredi, un équipement socio-culturel au sein du bâtiment agrandi de la Clé des Champs.

Un quartier durable : L'ambition du projet est également de travailler à construire un quartier populaire, intégrant les différentes dimensions du développement durable :

- Favoriser les économies d'énergies pour les logements,
- Valoriser l'immédiate proximité du Parc de La Douce, en faisant « descendre » celui-ci jusqu'au boulevard,

- Privilégier une gestion urbaine de proximité en s'appuyant sur le maillage des professionnels et sur l'implication active des habitants,
- Promouvoir des activités d'économie sociale et les commerces de proximité,
- Favoriser le lien social et les relations intergénérationnelles.

Un habitat renouvelé : Les constructions de logement qui seront réalisées sur le quartier devront couvrir une large gamme d'offre. L'exemple de l'espace Baudin est à suivre. Selon les typologies entre 150 et 250 logements pourraient être reconstruits :

- Variété des typologies de logements : petits collectifs, logements intermédiaires ou maisons individuelles. Une attention particulière sera apportée à l'urbanisation le long du boulevard Kennedy
- Variété des statuts d'habitat : accession à la propriété, logement social et, si possible, locatif privé.

Le Plan stratégique local (Espacité/Pluricité/Apia, 2014)

Rappels

Le plan stratégique local a été approuvé par le comité de pilotage (comprenant les partenaires locaux du renouvellement urbain) du 12 novembre 2014 et par le Conseil Communautaire de la CAB du 19 janvier 2015.

Les objectifs du PSL

« La démarche de PSL vise à garantir la pérennité des investissements réalisés, à consolider la dynamique de transformation urbaine, ainsi qu'à renforcer les actions entreprises en matière de mixité sociale dans les quartiers et les actions en faveur de l'égalité des chances de leurs habitants. Il formalise les orientations stratégiques, mais n'a pas vocation à se substituer à des documents contractuels », telle est la définition des PSL formulée par l'ANRU (ANRU, Guide pour l'élaboration des PSL, Mai 2013, Version 2).

Ainsi, le PSL, à la fois temps de réflexion rétrospectif et prospectif, souhaité par l'ANRU à la suite de la mise en œuvre du dispositif national de sortie de convention, a vocation à :

- Réaliser un bilan-diagnostic de l'Acte I de la rénovation urbaine ;
- Pérenniser les acquis des opérations et inscrire les quartiers rénovés dans une logique de gestion durable ;
- Engager la réflexion sur la vocation des quartiers à moyen et long termes ;
- Proposer des axes stratégiques et un plan d'actions par quartier.

Dans cette perspective et afin de maintenir la dynamique partenariale en faveur du renouvellement urbain, la Communauté de l'Agglomération Belfortaine a engagé, en juillet 2013, l'élaboration de son Plan Stratégique Local.

L'élaboration du plan stratégique de la CAB a été lancée le 1er juillet 2013 par la Communauté de l'Agglomération Belfortaine avec l'appui d'un groupement de bureau d'études : Espacité, Pluricité et Apia.

La co-construction du PSL

Chacune des différentes phases d'élaboration du PSL (diagnostic, enjeux, programme d'actions) ont fait l'objet d'une co-construction avec les habitants, les acteurs institutionnels, associatifs et économiques dans le cadre d'ateliers partenariaux ou des instances de pilotage.

La synthèse du PSL :

Après un diagnostic construit notamment grâce à l'association des habitants, le PSL définit pour les trois quartiers du PRU 1 (Résidences, Glacis du Château, Arsot) les actions à mettre en œuvre pour pérenniser les investissements et poursuivre la transformation des quartiers.

Les actions du PSL s'articulent autour de 6 thématiques :

- Mobiliser les habitants en faveur du développement social et urbain de leur quartier ;

- Conforter les actions mises en œuvre en faveur d'un parcours éducatif réussi pour les enfants et les jeunes ;

- Mobiliser l'ensemble des acteurs en faveur du développement économique et de l'emploi ;

- Améliorer les équilibres sociaux en mobilisant la solidarité intercommunale ;

- Améliorer l'accès des habitants des quartiers aux équipements et services et apporter des réponses adaptées à leurs besoins ;

- Garantir la tranquillité des habitants.

Ces actions ont été reprises dans le Contrat de ville, avec toutefois des périmètres différents.

PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

N° PROTOCOLE : 416	LOCALISATION													CONTRIBUTIONS																						PRETS		ECHEANCIER			
ZONE INTERVENTION	INSEE QPV	INSEE COMMUNE																																							
90010/Belfort/QPV régional/Résidences Le Mont	QP090004	90010																																							
PORTEUR DE PROJET																																								
COMMUNAUTE AGGLO BELFORTAINE																																								

N° de protocole(3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères)
+N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
+N° Chrono = Identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)
N° Chrono=opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)

	COMMENTAIRE	LOCALISATION		IMMEUBLES		LOGEMENTS					MAITRE D OUVRAGE	COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE	VILLE		EPCI		CONSEIL GENERAL		CONSEL REGIONAL		BAILLEUR SOCIAL		CDC		EUROPE		ETAT		AUTRES		ANRU		PRETS		Pour mémoire	Pour mémoire	Demarrage		Durée en	vérif
		QPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé)	LIEU DE REALISATION (n° de QPV ou commune	NBRE	TYPE (MI,R+)	NBRE	SHON	LOGT	M2						FINANCEMENT PREVISIONNEL									y compris les prêts														Prêt PRU	Prêt CIL	Année	semestre	semestre	
																	%		%		%		%		%		%		%		%		%		%		%						
12 CONDUITE DE PROJET																																										
416 QP090004 12 0001 001 Etude renforcement d'une offre commerc	NPR	QP090004					0,00	0,00	0,00	90/COMMUNAUTE AGGLO BELFORT	40 000,00	20,00%	48 000,00	40 000,00	0,00	0,00%	20 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	20 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2016	1	1	V
416 QP090004 12 0001 002 Etude sur l'occupation sociale	NPR	QP090004					0,00	0,00	0,00	90/COMMUNAUTE AGGLO BELFORT	15 000,00	20,00%	18 000,00	15 000,00	0,00	0,00%	3 000,00	20,00%	4 500,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2016	1	1	V
416 QP090004 12 0001 003 Etude de marché immobilier de l'habitat	NPR	QP090004					0,00	0,00	0,00	90/COMMUNAUTE AGGLO BELFORT	30 000,00	20,00%	36 000,00	30 000,00	0,00	0,00%	15 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	15 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2016	1	1	V
416 QP090004 12 0001 004 conduite de projet interne	NPR	QP090004					0,00	0,00	0,00	90/COMMUNAUTE AGGLO BELFORT	189 290,00	0,00%	189 290,00	189 290,00	0,00	0,00%	159 490,00	84,26%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	29 800,00	15,74%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2016	1	3	V
416 QP090004 12 0001 005 communication et concertation	NPR	QP090004					0,00	0,00	0,00	90/COMMUNAUTE AGGLO BELFORT	10 000,00	20,00%	12 000,00	10 000,00	0,00	0,00%	6 000,00	60,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4 000,00	40,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2016	1	3	V
416 QP090004 12 0002 001 Actualisation de l'Etude urbaine	NPR	QP090004					0,00	0,00	0,00	90/COMMUNE DE BELFORT/21900	50 000,00	20,00%	60 000,00	50 000,00	10 000,00	20,00%	0,00	0,00%	15 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2016	1	2	V
SOUS TOTAL 12 CONDUITE DE PROJET				0		0	0,00	0,00	0,00		334 290,00		363 290,00	334 290,00	10 000,00	2,99%	203 490,00	60,87%	19 500,00	5,83%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	35 000,00	10,47%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	66 300,00	19,83%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
TOTAL				0		0	0,00				334 290,00		363 290,00	334 290,00	10 000,00	2,99%	203 490,00	60,87%	19 500,00	5,83%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	35 000,00	10,47%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	66 300,00	19,83%	0,00	0,00%	0,00	0,00				

(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupérent ou non la TVA.
(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:
le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)
La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois)

Mr. FB.
DTT 1D

Etudes à réaliser	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	jan	fev	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	1S	2S
Actualisation de l'étude urbaine																						
Etude sur le renforcement et le développement d'une offre commerciale de proximité																						
Etude sur le marché immobilier de l'habitat																						
Etude sur l'occupation sociale																						
Consultation des co-financeurs																						
Comité de pilotage CVUG																						
Réunion intermédiaire avec ANRU																						
Implication des habitants (Conseil citoyen, conseil de quartier)																						
Signature de la convention																						



Direction Générale Adjointe de l'Education et de la Solidarité Urbaine
Hôtel de Ville de Belfort et de la Communauté
de l'Agglomération Belfortaine
Place d'Armes
90 020 Belfort cedex
Tél. +33 (0)3 84 54 27 56

Préfecture du Territoire de Belfort
Secrétariat Général de la Préfecture
1 rue Bartholdi
90 020 Belfort cedex
Tél. +33 (0)3 84 57 00 07

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine
69 bis rue de Vaugirard
75 006 Paris
Tél. +33 (0)1 53 63 55 00